

**RAPPORT N°2025/5-06  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 18 septembre 2025**

**OBJET : COMMUNES DE SAINT-DENIS, DE SAINTE-MARIE ET DE SAINTE-SUZANNE – CONVENTIONS POUR LA FACTURATION ET LE RECOUVREMENT DES REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

En application des dispositions des articles R 2224-19-1 à 11 du CGCT et L 1331-8 du code de la santé publique, la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion a, par délibération du Conseil de la Communauté, institué des redevances d'assainissement au titre de la collecte des eaux usées sur le périmètre communautaire et au titre du traitement des effluents provenant de Saint-Denis et Sainte-Marie, sur la station d'épuration du Grand Prado, et par ailleurs au titre du traitement des effluents provenant de Sainte-Suzanne, sur la station d'épuration des Trois Frères.

Par décision N°2021/1-08 du bureau de la Communauté réuni en séance du 13 mars 2021, la CINOR a approuvé les termes des conventions de facturation unique des usagers du service d'assainissement collectif et de l'eau potable, par le délégataire en charge de l'eau potable, ainsi que les modalités de recouvrement et de reversement de la redevance d'assainissement.

En effet, afin d'éviter la multiplication des factures pour les usagers et des frais de gestion supplémentaires, la CINOR, le Fermier de l'assainissement et les Concessionnaires des STEP ont souhaité que les redevances d'assainissement collectif des usagers concernés apparaissent conjointement à celles de l'eau potable sur les factures émises par les Fermiers de l'eau potable, comme le permet l'article R 2224-19-7 du CGCT.

Entre 2022 et 2025, la CINOR a conclu de nouveaux contrats d'exploitation des services de l'eau potable pour chacune des communes (Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne) et celui du service de collecte et transport des eaux usées sur le territoire intercommunal, les précédents contrats étant arrivés à expiration. Aussi convient-il d'établir des conventions de facturation de l'assainissement avec les nouveaux exploitants.

Ainsi, les parties prenantes aux différentes conventions sont :

**Pour Saint Denis**

- La CINOR, en charge du service public de l'assainissement,
- CISE REUNION, le fermier de l'assainissement,
- Grand Prado 360D, le concessionnaire de la STEP du Grand Prado,
- Dionéo, le fermier de l'eau potable.

**Pour Sainte-Marie**

- La CINOR, en charge du service public de l'assainissement,
- CISE REUNION, le fermier de l'assainissement,
- Grand Prado 360D, le concessionnaire de la STEP du Grand Prado,
- CISE REUNION, le fermier de l'eau potable.

**Pour Sainte-Suzanne**

- La CINOR, en charge du service public de l'assainissement,
- CISE REUNION, le fermier de l'assainissement,
- Terre des Trois Frères, le concessionnaire de la STEP des Trois Frères,
- Runéo, le fermier de l'eau potable.

Les modalités pratiques de mise en œuvre de la facturation sont détaillées dans les conventions, s'agissant de l'établissement du rôle des différentes redevances, du recouvrement et du reversement aux différentes parties des montants perçus.

Le schéma retenu pour le reversement des redevances aux différents intervenants reste identique à celui des précédentes conventions. Le principe est le suivant :

- Le Fermier de l'eau potable verse à la CINOR, les parts TTC (TVA à 2.10 %) Concessionnaires, et du Fermier de l'Assainissement. La CINOR reverse ensuite dans un délai de 30 jours les différentes parts au fermier de l'assainissement et au Concessionnaire.

Accusé de réception en préfecture  
N°441707088  
Date de télétransmission : 23/09/2025  
Date de réception préfecture : 23/09/2025

- Le Fermier de l'eau potable verse au Fermier de l'assainissement les parts TTC (TVA à 2,10%) de la CINOR. Le Fermier de l'assainissement procèdera au reversement de la part CINOR via un titre de recettes faisant apparaître la TVA à 8,5 %.

Les modalités financières sont indiquées ci-après. Hormis les actualisations en valeur janvier 2013, les tarifs ont été reconduits à l'identique par rapport aux conventions en vigueur auparavant.

Pour Saint- Denis et Sainte-Marie, hormis les actualisations en valeur janvier 2013 :

- Le Fermier de l'assainissement versera au Fermier de l'eau potable, à titre de rémunération pour les missions qui lui sont confiés (facturation + recouvrement), la somme de 0,87 € HT par facture émise portant perception des redevances et taxes (en valeur 01/01/2013).
- Le Concessionnaire versera au Fermier de l'eau potable, à titre de rémunération pour les missions qui lui sont confiés (facturation + recouvrement), la somme de 0,96 € HT par facture émise portant perception des redevances et taxes (en valeur 01/01/2013).

Pour Sainte-Suzanne, hormis les actualisations en valeur janvier 2011 :

- Le Fermier de l'assainissement versera au Fermier de l'eau potable, à titre de rémunération pour les missions qui lui sont confiés (facturation + recouvrement), la somme de 1,19 € HT par facture émise portant perception des redevances et taxes (en valeur 01/01/2011).
- Le Concessionnaire versera au Fermier de l'eau potable, à titre de rémunération pour les missions qui lui sont confiés (facturation + recouvrement), la somme de 0,51 € HT par facture émise portant perception des redevances et taxes (en valeur 01/01/2011).

Considérant qu'en application de l'article R 2224-19-7 du CGCT, le recouvrement de ces redevances peut être effectué sur la même facture que celle du service de distribution d'eau potable et qu'il convient, pour se faire, de signer une convention entre la CINOR, le fermier de l'assainissement, le concessionnaire de la STEP et le fermier de l'eau potable,

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes des conventions jointes en annexe, qui prévoient la facturation unique des usagers du service d'assainissement collectif et de l'eau potable, par le délégataire en charge de l'eau potable, ainsi que les modalités de recouvrement et de reversement de la redevance d'assainissement.
- Autoriser le président à signer ces conventions de facturation et le recouvrement des redevances d'assainissement collectif.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président**  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2025 /5-06  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 18 septembre 2025**

**OBJET : COMMUNES DE SAINT-DENIS, DE SAINTE-MARIE ET DE SAINTE-SUZANNE – CONVENTIONS POUR LA FACTURATION ET LE RECOUVREMENT DES REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/5-06 du Président

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250918-BC2025-5-06-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2025  
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les termes des conventions jointes en annexe, qui prévoient la facturation unique des usagers du service d'assainissement collectif et de l'eau potable, par le délégataire en charge de l'eau potable, ainsi que les modalités de recouvrement et de reversement de la redevance d'assainissement.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le président à signer ces conventions de facturation et le recouvrement des redevances d'assainissement collectif.

Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

